

Rubrique :	Pge : 18-19
	1/2



Zoom Bureautique: beaucoup de réflexions, peu d'actions

Pour réaliser des économies et gagner dans la voie de la bureautique Open Source. Avec des obstacles techniques leur indépendance vis-à-vis de Microsoft, les collectivités s'engagent et surtout humains, à surmonter.

Ville de Paris, Communauté urbaine de Lille, Ville de Dijon, conseil général du Val-d'Oise... Les collectivités territoriales engagées dans une réflexion sur la migration de la bureautique vers l'Open Source ne font plus exception. Mais rares sont celles qui ont franchi le pas. D'abord en raison des hésitations de Paris et de Munich, qui font figure de symboles. "Mais ce n'est que reculer pour mieux sauter", affirment les directions informatiques.

Presque systématiquement, c'est la recherche d'économies qui motive la décision. Et dans pratiquement tous les cas, c'est Microsoft Office qui est dans le collimateur. "Installer Microsoft Office sur les 200 postes que nous sommes en train de renouveler aurait coûté 80 000 euros, après négociations avec l'éditeur", détaille Jacques Aumont, DSI de la Ville de Béziers. Un calcul qu'avait également effectué la Ville de Garges-lès-Gonesse (Val d'Oise) dès 2002 : "Dans le cadre de la modernisation de notre parc micro, il nous aurait fallu dépenser 150 000 euros pour réinstaller la suite bureautique de Microsoft", explique le DSI, Gilles Gauthier. D'autres collectivités voient également dans les suites alternatives "une façon de reprendre en main l'informatique". En clair, de ne plus être dépendant de Microsoft.

Quel que soit l'objectif, mesurer la faisabilité du projet avant d'entamer le problème de performances, complète Oli-

vier Bérard, responsable conseil chez Uperto (groupe Devoteam): "Alors qu'en général, les solutions Open Source sont moins gourmandes en ressources que les produits commerciaux, ce n'est pas vrai pour Open Office." Une mise à niveau des postes est généralement nécessaire pour éviter un rejet de la part des utilisateurs.

Car l'autre difficulté concerne les aspects humains. "Sans un accompagnement des utilisateurs, le risque d'échec est élevé", confirme Olivier Bérard. Dans un premier temps, il ne faut pas chercher à équiper 100% des postes: "En plus d'isoler les services utilisant des progiciels spécifiques, il faut définir des profils d'utilisateurs en tenant compte de l'expérience des personnes, de leur degré d'utilisation des outils, de leur situation géographique..." Ce qui rend le projet beaucoup plus compliqué dans les grandes villes, qui ont des parcs importants, des postes éparpillés, des métiers très divers, un SI complexe, des utilisateurs parfois très avertis. "Il est indispensable de tout mettre en œuvre pour accompagner les utilisateurs: communication, séances de formation, assistance, etc.", confirme Jacques Aumont. Cela pour éviter tout rejet motivé par d'autres facteurs que des problèmes techniques." ❁

Jean-Jacques Melaine, responsable finances et informatique du Centre communal d'action sociale de la Ville de Cannes, prône plutôt le dialogue: "Pour régler les échanges avec le progiciel de GFI, nous avons conclu un partenariat avec l'éditeur, qui s'est engagé à apporter les modifications nécessaires". L'autre solution consiste à fonctionner en double bureautique, comme le préconise le DSI de Garges-lès-Gonesse, dont la moitié de la trentaine d'applications métier ne sont pas compatibles avec les solutions Open Source. "Sur les postes concernés, Open Office s'ouvre par défaut, mais les applications métier continuent à accéder aux logiciels de la suite de Microsoft", explique Gilles Gauthier. On ne doit pas non plus oublier les problèmes de performances, complète Oli-

vier Bérard, responsable conseil chez Uperto (groupe Devoteam): "Alors qu'en général, les solutions Open Source sont moins gourmandes en ressources que les produits commerciaux, ce n'est pas vrai pour Open Office." Une mise à niveau des postes est généralement nécessaire pour éviter un rejet de la part des utilisateurs.

Car l'autre difficulté concerne les aspects humains. "Sans un accompagnement des utilisateurs, le risque d'échec est élevé", confirme Olivier Bérard. Dans un premier temps, il ne faut pas chercher à équiper 100% des postes: "En plus d'isoler les services utilisant des progiciels spécifiques, il faut définir des profils d'utilisateurs en tenant compte de l'expérience des personnes, de leur degré d'utilisation des outils, de leur situation géographique..." Ce qui rend le projet beaucoup plus compliqué dans les grandes villes, qui ont des parcs importants, des postes éparpillés, des métiers très divers, un SI complexe, des utilisateurs parfois très avertis. "Il est indispensable de tout mettre en œuvre pour accompagner les utilisateurs: communication, séances de formation, assistance, etc.", confirme Jacques Aumont. Cela pour éviter tout rejet motivé par d'autres facteurs que des problèmes techniques." ❁

THIERRY PARISOT

QUELQUES MIGRATIONS

- Garges-lès-Gonesse (Val-d'Oise): passage de 300 PC à Open Office (d'abord Star Office) en trente mois;
- Centre d'action sociale de Cannes (Alpes-Maritimes): 20 PC sous Star Office depuis 2001, tout le parc (60 PC) sous Open Office en 2005-2006;
- Béziers (Hérault), migration de 200 PC vers Open Office d'ici à la fin de 2005 (dix PC ont déjà basculé).

A la mairie de Béziers, la moitié des 400 postes qui vont migrer vers Windows XP dans les deux prochaines années basculeront vers Open Office.



**LE MONDE
INFORMATIQUE**

Rubrique :	Pge : 18-19
	2/2